

MAIRIE DE METZ

CONSEIL MUNICIPAL DE LA VILLE DE METZ

REGISTRE DES DELIBERATIONS

Séance du 30 novembre 2017

DCM N° 17-11-30-11

Objet : Avenants aux contrats relatifs à l'exploitation des parcs de stationnement République et Gare Pompidou.

Rapporteur: M. CAMBIANICA

Soucieuse de la bonne gestion de ses contrats de Délégation de Service Public, la Ville de Metz est amenée à passer divers avenants avec ses délégataires afin de suivre l'évolution de ces contrats.

Dans ce cadre, le Conseil d'Administration de la société Urbis Park SA a, en date de 5 décembre 2016, décidé de la modification de sa dénomination sociale. Cette société se nomme désormais *République SA*.

Par ailleurs, le Conseil d'Administration de cette société a également acté, le 28 juin 2017, le transfert de son siège, désormais établi au 18, avenue François Mitterrand à Metz.

Cette société étant gestionnaire des parcs de stationnement République/Esplanade et Centre Gare Pompidou, il convient de prendre en compte ces modifications au travers d'avenants aux contrats concernés.

En conséquence, la délibération suivante est soumise à l'approbation du Conseil Municipal.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Les Commissions compétentes entendues,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la loi n° 93-122 du 29 janvier 1993 relative à la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique et des procédures publiques,

VU la convention conclue le 19 août 1963 avec la société URBIS PARK, concernant la construction et l'exploitation d'un parc à voitures automobiles et d'un centre commercial à l'Esplanade de la Ville de Metz ainsi que ses avenants successifs,

VU le contrat de concession en date du 10 novembre 2004 pour la construction et l'exploitation d'un parc de stationnement souterrain sous l'Esplanade, conclu avec la société URBIS PARK, ainsi que ses annexes et ses avenants successifs,

VU la convention de délégation de service public du parking Gare Centre Pompidou-Metz en date du 12 juillet 2005 conclue avec la société URBIS PARK, ainsi que ses annexes et avenants successifs,

VU les décisions du Conseil d'Administration de la société URBIS PARK relatives à sa dénomination et à son siège social,

VU les projets d'avenants :

- n° 12 à la convention concernant la construction et l'exploitation d'un parc à voitures automobiles et d'un centre commercial à l'Esplanade,
- n° 10 au contrat de concession pour la construction et l'exploitation d'un parc de stationnement souterrain sous l'Esplanade,
- n° 8 à la convention de délégation de service public du parc de stationnement Gare Centre Pompidou-Metz,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ

DECIDE :

- D'APPROUVER :

- o La nouvelle dénomination de la société Urbis Park SA, devenant République SA,
- o Le changement de siège social de ladite société,

- D'AUTORISER Monsieur le Maire ou son représentant à signer en conséquence les avenants pour chaque contrat de délégation de service public concerné à savoir :

- o Avenant n° 12 à la convention concernant la construction et l'exploitation d'un parc à voitures automobiles et d'un centre commercial à l'Esplanade,
- o Avenant n° 10 au contrat de concession pour la construction et l'exploitation d'un parc de stationnement souterrain sous l'Esplanade,
- o Avenant n° 8 à la convention de délégation de service public du parc de stationnement Gare Centre Pompidou-Metz,

ainsi que tout acte ou document se rapportant à la mise en œuvre de ces avenants et de la présente délibération.

Vu et présenté pour enrôlement,

Signé :

Pour le Maire
L'Adjoint Délégué,

Guy CAMBIANICA

Service à l'origine de la DCM : Pôle Mobilité et espaces publics
Commissions : Commission de Proximité et Cadre de Vie
Référence nomenclature «ACTES» : 1.2 Délégation de service public

Séance ouverte à 15h00 sous la Présidence de M. Dominique GROS Maire de Metz ,
Nombre de membres élus au Conseil Municipal : 55 dont 55 sont encore en fonction à la date de la délibération.

Membres assistant à la séance : 32 Absents : 23 Dont excusés : 14

Décision : ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ



AVENANT N° 12

**au bail et à la convention indissociable relatifs à la construction et à l'exploitation d'un parc à voitures automobiles et d'un centre commercial à l'Esplanade, à Metz, en date du 19 août 1963
(dit parc de stationnement *Arsenal*)**

ENTRE

La **Ville de Metz**, représentée par son Maire en exercice, Monsieur Dominique GROS, agissant en vertu d'une délibération en date du 30 novembre 2017, ci-après indifféremment désignée par les termes « **Ville** » ou « **Délégrant** »,

d'une part,

ET

La **société REPUBLIQUE SA** (anciennement dénommée URBIS PARK SA), Société Anonyme à Conseil d'Administration, au capital social de 6.450.137 euros, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Metz sous le numéro 440 218 154, dont le siège social est sis 18, avenue François Mitterrand à Metz (57000), représentée par son Directeur Général, Monsieur Olivier ESTEVE, dûment autorisé à la signature des présentes, ci-après désignée par le terme « **Délégataire** »,

d'autre part,

La Ville et le Délégataire sont ci-après dénommés l'un ou l'autre individuellement par le terme « **Partie** », ou conjointement par le terme « **Parties** ».

PRÉAMBULE

1. Par un ensemble contractuel en date du 19 août 1963, composé d'un bail et d'une convention indissociable (pris ensemble et dénommés ci-après le « **Contrat Arsenal** »), la Ville de Metz a confié à la Société civile d'études immobilières *Esplanade-Belvédère*, depuis remplacée par la société PARCS GFR, devenue depuis la société URBIS PARK SA, la construction et l'exploitation d'un parc de stationnement couramment dénommé parc de stationnement *Arsenal*, ainsi que l'exploitation d'une galerie commerciale attenante.

2. Par un avenant n°11 au Contrat Arsenal, approuvé par délibération n°16-12-15-26 du 15 décembre 2016, et signé le 16 décembre 2016, la Ville de Metz a pris acte, d'une part, de la prise de contrôle par la société TRANSDEV STATIONNEMENT de la société URBIS PARK SERVICES, qui intervient pour le compte du Délégué dans le cadre de l'exploitation du parc de stationnement *Arsenal* et a autorisé, d'autre part, la signature d'un contrat de prestations de services entre le Délégué et la société URBIS PARK SERVICES.

Aux termes de cet avenant, le Délégué demeurait le même, en la personne de la société URBIS PARK SA.

3. Depuis lors, la société URBIS PARK SA, Délégué a, d'une part, changé de dénomination sociale et, d'autre part, transféré son siège social.

Ainsi, depuis le 5 décembre 2016, la société URBIS PARK SA est désignée REPUBLIQUE SA et, depuis le 28 juin 2017, son siège social est établi 18, avenue François Mitterrand à Metz.

4. Compte tenu de ce qui précède, les Parties ont convenu de formaliser le présent avenant, afin de prendre acte des modifications statutaires du Délégué.

CECI EXPOSÉ, IL EST CONVENU CE QUI SUIT

ARTICLE 1^{ER} - OBJET

Le présent avenant a pour objet de prendre acte du changement de dénomination du Délégué, d'une part, ainsi que du transfert de son siège social, d'autre part.

ARTICLE 2 – CHANGEMENT DE DENOMINATION SOCIALE DU DELEGATAIRE

Par décision de son Conseil d'Administration du 5 décembre 2016 (Annexe n°1), le Délégué a procédé à un changement de dénomination sociale.

La Ville prend acte de la nouvelle dénomination du Délégué, REPUBLIQUE SA, en lieu et place de la dénomination URBIS PARK SA.

Elle en tiendra compte dans tous ses échanges à venir avec le Délégué, dans le cadre de l'exécution du Contrat Arsenal.

Ce changement de dénomination ne s'accompagnant d'aucune modification dans les capacités techniques et financières du Délégué, ni dans les conditions d'exécution du Contrat Arsenal, il ne constitue pas une opération de cession ou assimilée au sens du droit applicable.

ARTICLE 3 – TRANSFERT DU SIEGE SOCIAL DU DELEGATAIRE

Par décision de son Conseil d'Administration du 28 juin 2017 (Annexe n°2), le Délégué a procédé au transfert de son siège social.

Le siège social du Délégué est désormais établi au 18, avenue François Mitterrand, à Metz.

La Ville en tiendra compte dans tous ses échanges à venir avec le Délégué, dans le cadre de l'exécution du Contrat Arsenal.

ARTICLE 4 – STIPULATIONS DU CONTRAT ARSENAL

Le présent avenant ne modifiant aucune clause du Contrat Arsenal, cette dernière demeure inchangée et pleinement applicable.

ARTICLE 5 – ENTREE EN VIGUEUR

Le présent avenant entre en vigueur à compter de sa date de notification par la Ville au Délégué, une fois les formalités de transmission au contrôle de légalité effectuées.

Fait à Metz, le

En deux (2) exemplaires originaux

Pour la Ville,
Pour le Maire,
L'Adjoint au Maire,

Pour le Délégué,
La société REPUBLIQUE SA,
Le Directeur Général

M. Guy CAMBIANICA

M. Olivier ESTEVE

LISTE DES ANNEXES

Annexe 1 : Décision du Conseil d'Administration du Délégué du 5 décembre 2016 de modification de sa dénomination sociale ;

Annexe 2 : Décision du Conseil d'Administration du Délégué du 28 juin 2017 de transfert de son siège social.

URBIS PARK
Société Anonyme au capital de 6.450.137 €
Siège Social : 13 rue du Coëtlosquet – 57000 METZ
440 218 154 - RCS METZ

**PROCES VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE
DU 5 DECEMBRE 2016**

L'an deux mille seize, le 5 décembre à 15 heures 30, les actionnaires de la Société Urbis Park, Société Anonyme au capital de 6.450.137 €, se sont réunis au 30 avenue Kléber à Paris (75116) en assemblée générale extraordinaire sur convocation faite par le Conseil d'administration.

Il a été dressé une feuille de présence qui a été signée par chaque actionnaire au moment de son entrée en séance, tant à titre personnel que, le cas échéant, comme mandataire.

L'assemblée générale procède à la composition de son bureau.

En l'absence de M. Olivier ESTEVE, Président du Conseil d'administration, l'assemblée générale désigne, conformément aux dispositions de l'article 28 des statuts de la Société, M. Yves MARQUE en qualité de Président de la présente assemblée.

Les fonctions de scrutateur sont remplies par Mme Marion PIGNOL représentant la société FONCIERE DES REGIONS en vertu d'une procuration établie le 2 décembre 2016, et M. Tugdual MILLET, actionnaires présents représentant le plus grand nombre de voix et acceptant ces fonctions.

Mme Claire NICOLAUD est désignée en qualité de Secrétaire.

Le tout conformément aux statuts.

Le Cabinet MAZARS, Commissaire aux comptes titulaire représenté par M. Baptiste KALASZ, régulièrement convoqué, est absent et excusé.

Le Président constate que, d'après la feuille de présence certifiée sincère et véritable par les membres du bureau, l'assemblée réunissant le quorum fixé par la loi, est régulièrement constituée et peut valablement délibérer.

Le Président déclare la séance ouverte.

Le Président dépose sur le bureau en les mettant à la disposition de l'assemblée :

- copie de la lettre de convocation adressée à chaque actionnaire,
- copie de la lettre de convocation adressée sous la forme recommandée au Commissaire aux comptes,
- la copie des documents adressés aux actionnaires sur leur demande ou mis à leur disposition au siège social,
- la feuille de présence signée des actionnaires présents, à laquelle sont annexés les pouvoirs des actionnaires représentés par des mandataires, et les formulaires de vote par correspondance,
- le rapport du Conseil d'administration,
- le texte des projets de résolutions soumises au vote de l'assemblée,
- les statuts de la Société.

Puis le Président déclare que la présente assemblée a été convoquée conformément aux prescriptions légales et réglementaires, et que les documents requis ont été adressés aux actionnaires dans le délai de convocation prévu par les statuts et tenus à leur disposition au siège social.

L'assemblée générale lui donne acte de cette déclaration.

Le Président rappelle que l'assemblée générale est réunie à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

1. Changement de dénomination sociale et modification corrélative de l'article 3 des statuts de la Société,
2. Pouvoirs en vue des formalités.

Puis le Président donne lecture du rapport du Conseil d'administration et offre alors la parole à tout actionnaire qui désirerait la prendre.

Personne ne demandant la parole, le Président met aux voix les résolutions suivantes figurant à l'ordre du jour :

PREMIERE RESOLUTION

Changement de dénomination sociale et modification corrélative de l'article 3 des statuts de la Société

L'assemblée générale extraordinaire, après avoir entendu lecture du rapport du Conseil d'administration, décide d'adopter comme nouvelle dénomination sociale "REPUBLIQUE" à compter de ce jour.

En conséquence, l'assemblée générale extraordinaire décide de modifier comme suit l'article 3 des statuts de la Société relatif à la dénomination sociale :

« ARTICLE 3 – DENOMINATION SOCIALE

*La dénomination sociale de la Société est : **REPUBLIQUE**.*

Dans tous les actes, factures, annonces, publications et autres documents émanant de la Société, la dénomination sociale sera toujours précédée ou suivie immédiatement des mots écrits lisiblement "Société anonyme" ou des initiales S.A. et de l'énonciation du montant du capital social, ainsi que du numéro d'immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés. »

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

DEUXIEME RESOLUTION

Pouvoirs pour formalités

L'assemblée générale extraordinaire confère tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du procès-verbal constatant ses délibérations aux fins d'accomplir toutes les formalités légales ou administratives et faire tous dépôts et publicités prévus par la législation en vigueur.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

L'ordre du jour étant épuisé et personne ne demandant plus la parole, la séance est levée à 15 heures 40.

De tout ce qui précède, il a été dressé le présent procès-verbal, qui a été signé, après lecture, par les membres du bureau.

Le Président

Les scrutateurs

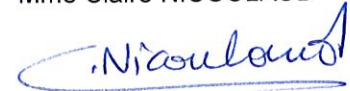
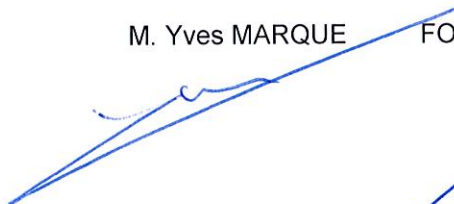
Le Secrétaire

M. Yves MARQUE

FONCIERE DES REGIONS
Mme Marion PIGNOL

M. Tugdual MILLET

Mme Claire NICOLAUD



REPUBLIQUE
Société Anonyme au capital de 6.450.137 €
Siège Social : 18 avenue François Mitterrand – 57000 METZ
440 218 154 - RCS METZ

**PROCES VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE MIXTE
DU 28 JUIN 2017**

L'an deux mille dix-sept, le 28 juin à 9 heures 30, les actionnaires de la Société REPUBLIQUE, Société Anonyme au capital de 6.450.137 €, se sont réunis au 30 avenue Kléber à Paris (75116) en assemblée générale mixte sur convocation faite par le Conseil d'administration.

Il a été dressé une feuille de présence qui a été signée par chaque actionnaire au moment de son entrée en séance, tant à titre personnel que, le cas échéant, comme mandataire.

L'assemblée générale procède à la composition de son bureau.

Monsieur Olivier ESTEVE, en sa qualité de Président du Conseil d'administration, préside l'assemblée.

Les fonctions de scrutateurs sont remplies par Monsieur Christophe KULLMANN, représentant la société FONCIERE DES REGIONS, et Monsieur Emmanuel CHABAS, représentant la société PREDICA, actionnaires présents représentant le plus grand nombre de voix et acceptant ces fonctions.

Monsieur Yves MARQUE est désigné en qualité de Secrétaire.

Le tout conformément aux statuts.

Le Cabinet MAZARS, Commissaire aux comptes titulaire représenté par Monsieur Baptiste KALASZ, régulièrement convoqué, est absent et excusé.

Le Président constate que, d'après la feuille de présence certifiée sincère et véritable par les membres du bureau, l'assemblée réunissant le quorum fixé par la loi, est régulièrement constituée et peut valablement délibérer.

Le Président déclare la séance ouverte.

Le Président dépose sur le bureau en les mettant à la disposition de l'assemblée :

- copie de la lettre de convocation adressée à chaque actionnaire,
- copie de la lettre de convocation adressée sous la forme recommandée au Commissaire aux comptes,
- la copie des documents adressés aux actionnaires sur leur demande ou mis à leur disposition au siège social,
- la feuille de présence, signée de tous les actionnaires présents, à laquelle sont joints les pouvoirs des actionnaires représentés,
- le rapport de gestion du Conseil d'administration,
- le texte des projets de résolutions soumises au vote de l'assemblée,
- le bilan, le compte de résultat et l'annexe des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2016,
- les rapports du Commissaire aux comptes,
- les statuts de la Société.

Puis le Président déclare que la présente assemblée a été convoquée conformément aux prescriptions légales et réglementaires, et que les documents requis ont été adressés aux actionnaires dans le délai de convocation prévu par les statuts et tenus à leur disposition au siège social.

L'assemblée générale lui donne acte de cette déclaration.

Le Président rappelle que l'assemblée générale est réunie à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

A titre ordinaire

1. Approbation des comptes sociaux clos au 31 décembre 2016 – Quitus,
2. Affectation du résultat,
3. Approbation du rapport spécial du Commissaire aux comptes établi conformément à l'article L. 225-40 du Code de commerce et des conventions visées à l'article L. 225-38 du Code de commerce qui y sont mentionnées,
4. Ratification du transfert de siège social.

A titre extraordinaire

5. Modification de l'article 4 des statuts de la Société relatif au siège social,
6. Modification de l'article 19 des statuts de la Société relatif aux pouvoirs du Conseil d'administration,
7. Pouvoirs pour formalités.

Aucun actionnaire n'exprimant le souhait de procéder à la lecture intégrale du rapport de gestion du Conseil d'administration, une présentation synthétique des principaux points du rapport est réalisée.

Le Président invite les actionnaires à prendre connaissance des rapports du Commissaire aux comptes puis offre alors la parole à tout actionnaire qui désirerait la prendre.

Personne ne demandant la parole, le Président met aux voix les résolutions suivantes figurant à l'ordre du jour :

A titre ordinaire

PREMIERE RESOLUTION

Approbation des comptes sociaux clos au 31 décembre 2016 - Quitus

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport de gestion du Conseil d'administration, des comptes sociaux de l'exercice clos le 31 décembre 2016 et du rapport du Commissaire aux comptes sur les comptes annuels, approuve dans toutes leurs parties le rapport de gestion du Conseil d'administration, les comptes sociaux de l'exercice clos le 31 décembre 2016 comprenant le bilan, le compte de résultat et l'annexe, tels qu'ils ont été présentés et qui se soldent par une perte de (5.526.663,17) €.

L'assemblée générale approuve en conséquence les opérations traduites par ces comptes ou résumées dans ces rapports et donne aux membres du Conseil d'administration ainsi qu'au Directeur général quitus de leur gestion pour l'exercice écoulé.

L'assemblée générale prend acte qu'il n'y a pas de dépenses et charges visées à l'article 39-4 du Code général des impôts et constate qu'il n'y a pas d'impôt sur les sociétés à supporter à ce titre.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

DEUXIEME RESOLUTION

Affectation du résultat

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir constaté que la perte s'élève à (5.526.663,17) €, décide sur proposition du Conseil d'administration, d'imputer la perte de l'exercice clos le 31 décembre 2016 d'un montant de (5.526.663,17) € sur le compte « Report à nouveau » qui sera ainsi porté à (10.270.127,88) €.

L'assemblée générale, afin de répondre aux prescriptions de l'article 243 bis du Code général des impôts,

constate que la Société n'a procédé à aucune distribution de dividende au cours des trois derniers exercices.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

TROISIEME RESOLUTION

Approbation du rapport spécial du Commissaire aux comptes établi conformément à l'article L. 225-40 du Code de commerce et des conventions visées à l'article L. 225-38 du Code de commerce qui y sont mentionnées

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport spécial du Commissaire aux comptes relatif aux conventions visées par l'article L. 225-38 du Code de commerce, approuve ledit rapport et lesdites conventions conclues ou exécutées au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2016.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

QUATRIEME RESOLUTION

Ratification du transfert de siège social

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport de gestion du Conseil d'administration, ratifie la décision prise par le Conseil d'administration lors de sa séance du 17 novembre 2016, de transférer à compter du 30 décembre 2016, le siège social de la Société du 13 rue du Coëtlosquet à Metz (57000) au 18 avenue François Mitterrand à Metz (57000). En conséquence, l'assemblée générale approuve également la modification statutaire réalisée par ledit Conseil en vue de procéder aux formalités légales.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

A titre extraordinaire

CINQUIEME RESOLUTION

Modification de l'article 4 des statuts de la Société relatif au siège social

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport de gestion du Conseil d'administration, décide de modifier l'article 4 des statuts qui sera désormais rédigé comme suit :

« ARTICLE 4 – SIEGE SOCIAL

Le siège social de la Société est situé 18 avenue François Mitterrand à Metz (57000).

Il peut être transféré sur l'ensemble du territoire français par décision du conseil d'administration, sous réserve de ratification de cette décision par la prochaine assemblée générale ordinaire. Le conseil d'administration est alors autorisé à modifier les statuts en conséquence. »

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

SIXIEME RESOLUTION

Modification de l'article 19 des statuts de la Société relatif aux pouvoirs du Conseil d'administration

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport de gestion du Conseil d'administration, décide de modifier l'article 19 des statuts qui sera désormais rédigé comme suit :

« ARTICLE 19 – POUVOIRS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

1 – Principes.

Le conseil d'administration détermine les orientations de l'activité de la Société et veille à leur mise en œuvre.

Sous réserve des pouvoirs expressément attribués aux assemblées d'actionnaires et dans la limite de l'objet social, il se saisit de toute question intéressant la bonne marche de la Société et règle par ses délibérations les affaires qui la concernent.

Sur délégation de l'assemblée générale extraordinaire, le conseil d'administration apporte les modifications nécessaires aux statuts pour les mettre en conformité avec les dispositions législatives et réglementaires, sous réserve de ratification de ces modifications par la prochaine assemblée générale extraordinaire.

Dans les rapports avec les tiers, la Société est engagée même par les actes du conseil d'administration qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

Le conseil d'administration procède aux contrôles et vérifications qu'il juge opportuns. Le président ou le directeur général de la Société est tenu de communiquer à chaque administrateur tous les documents et informations nécessaires à l'accomplissement de sa mission.

2 – Comités d'études

Le conseil d'administration peut décider la création de comités chargés d'étudier les questions que lui-même ou son président soumet pour avis à leur examen. Il fixe la composition et les attributions des comités qui exercent leur activité sous sa responsabilité. Il fixe la rémunération des personnes le composant.»

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

SEPTIEME RESOLUTION

Pouvoirs pour formalités

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises par la loi, confère tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du procès-verbal constatant ses délibérations aux fins d'accomplir toutes les formalités légales ou administratives et faire tous dépôts et publicités prévus par la législation en vigueur.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

L'ordre du jour étant épuisé et personne ne demandant plus la parole, la séance est levée à 9 heures 45.

De tout ce qui précède, il a été dressé le présent procès-verbal, qui a été signé, après lecture, par les membres du bureau.

Le Président

Les scrutateurs

Le Secrétaire

M. Olivier ESTEVE

FONCIERE DES REGIONS
M. Christophe KULLMANN

PREDICA
M. Emmanuel CHABAS

M. Yves MARQUE



AVENANT N° 10

au contrat de concession du 10 novembre 2004 relatif à la construction et à l'exploitation d'un parc de stationnement souterrain sous l'Esplanade, à Metz (dit parc de stationnement *Esplanade*)

ENTRE

La **Ville de Metz**, représentée par son Maire en exercice, Monsieur Dominique GROS, agissant en vertu d'une délibération en date du 30 novembre 2017, ci-après indifféremment désignée par les termes « **Ville** » ou « **Délégrant** »,

d'une part,

ET

La **société REPUBLIQUE SA** (anciennement dénommée URBIS PARK SA), Société Anonyme à Conseil d'Administration, au capital social de 6.450.137 euros, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Metz sous le numéro 440 218 154, dont le siège social est sis 18, avenue François Mitterrand à Metz (57000), représentée par son Directeur Général, Monsieur Olivier ESTEVE, dûment autorisé à la signature des présentes, ci-après désignée par le terme « **Délégataire** »,

d'autre part,

La Ville et le Délégataire sont ci-après dénommés l'un ou l'autre individuellement par le terme « **Partie** », ou conjointement par le terme « **Parties** ».

PRÉAMBULE

1. Par convention de délégation de service public en date du 10 novembre 2004 (ci-après la « **Convention** »), la Ville de Metz a confié à la société PARCS GFR, devenue depuis la société URBIS PARK SA, le soin d'assurer la construction et l'exploitation, pour une durée de 30 ans à compter de sa date de mise en service, d'un parc de stationnement souterrain sous l'Esplanade, à Metz, dit parc de stationnement *Esplanade*.

2. Par un avenant n°9 à la Convention, approuvé par délibération n°16-12-15-26 du 15 décembre 2016, et signé le 16 décembre 2016, la Ville de Metz a pris acte, d'une part, de la prise de contrôle par la société TRANSDEV STATIONNEMENT de la société URBIS PARK SERVICES, qui intervient pour le compte du Délégué dans le cadre de l'exploitation du parc de stationnement *Esplanade* et a autorisé, d'autre part, la signature d'un contrat de prestations de services entre le Délégué et la société URBIS PARK SERVICES.

Aux termes de cet avenant, le Délégué demeurait le même, en la personne de la société URBIS PARK SA.

3. Depuis lors, la société URBIS PARK SA, Délégué a, d'une part, changé de dénomination sociale et, d'autre part, transféré son siège social.

Ainsi, depuis le 5 décembre 2016, la société URBIS PARK SA est désignée REPUBLIQUE SA et, depuis le 28 juin 2017, son siège social est établi 18, avenue François Mitterrand à Metz.

4. Compte tenu de ce qui précède, les Parties ont convenu de formaliser le présent avenant, afin de prendre acte des modifications statutaires du Délégué.

CECI EXPOSÉ, IL EST CONVENU CE QUI SUIT

ARTICLE 1^{ER} - OBJET

Le présent avenant a pour objet de prendre acte du changement de dénomination du Délégué, d'une part, ainsi que du transfert de son siège social, d'autre part.

ARTICLE 2 – CHANGEMENT DE DENOMINATION SOCIALE DU DELEGATAIRE

Par décision de son Conseil d'Administration du 5 décembre 2016 (Annexe n°1), le Délégué a procédé à un changement de dénomination sociale.

La Ville prend acte de la nouvelle dénomination du Délégué, REPUBLIQUE SA, en lieu et place de la dénomination URBIS PARK SA.

Elle en tiendra compte dans tous ses échanges à venir avec le Délégué, dans le cadre de l'exécution de la Convention.

Ce changement de dénomination ne s'accompagnant d'aucune modification dans les capacités techniques et financières du Délégué, ni dans les conditions d'exécution de la Convention, il ne constitue pas une opération de cession ou assimilée en application de l'article 55 de la Convention ou du droit applicable.

ARTICLE 3 – TRANSFERT DU SIEGE SOCIAL DU DELEGATAIRE

Par décision de son Conseil d'Administration du 28 juin 2017 (Annexe n°2), le Délégué a procédé au transfert de son siège social.

Le siège social du Délégué est désormais établi au 18, avenue François Mitterrand, à Metz.

La Ville en tiendra compte dans tous ses échanges à venir avec le Délégué, dans le cadre de l'exécution de la Convention.

Ce transfert de siège social respecte formellement les stipulations de l'article 53 de la Convention, selon lesquelles le Délégué fait élection de son domicile à Metz.

ARTICLE 4 – STIPULATIONS DE LA CONVENTION

Le présent avenant ne modifiant aucune clause de la Convention, cette dernière demeure inchangée et pleinement applicable.

ARTICLE 5 – ENTREE EN VIGUEUR

Le présent avenant entre en vigueur à compter de sa date de notification par la Ville au Délégué, une fois les formalités de transmission au contrôle de légalité effectuées.

Fait à Metz, le

En deux (2) exemplaires originaux

Pour la Ville,
Pour le Maire,
L'Adjoint au Maire,

Pour le Délégué,
La société REPUBLIQUE SA,
Le Directeur Général

M. Guy CAMBIANICA

M. Olivier ESTEVE

LISTE DES ANNEXES

Annexe 1 : Décision du Conseil d'Administration du Délégué du 5 décembre 2016 de modification de sa dénomination sociale ;

Annexe 2 : Décision du Conseil d'Administration du Délégué du 28 juin 2017 de transfert de son siège social.

URBIS PARK
Société Anonyme au capital de 6.450.137 €
Siège Social : 13 rue du Coëtlosquet – 57000 METZ
440 218 154 - RCS METZ

**PROCES VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE
DU 5 DECEMBRE 2016**

L'an deux mille seize, le 5 décembre à 15 heures 30, les actionnaires de la Société Urbis Park, Société Anonyme au capital de 6.450.137 €, se sont réunis au 30 avenue Kléber à Paris (75116) en assemblée générale extraordinaire sur convocation faite par le Conseil d'administration.

Il a été dressé une feuille de présence qui a été signée par chaque actionnaire au moment de son entrée en séance, tant à titre personnel que, le cas échéant, comme mandataire.

L'assemblée générale procède à la composition de son bureau.

En l'absence de M. Olivier ESTEVE, Président du Conseil d'administration, l'assemblée générale désigne, conformément aux dispositions de l'article 28 des statuts de la Société, M. Yves MARQUE en qualité de Président de la présente assemblée.

Les fonctions de scrutateur sont remplies par Mme Marion PIGNOL représentant la société FONCIERE DES REGIONS en vertu d'une procuration établie le 2 décembre 2016, et M. Tugdual MILLET, actionnaires présents représentant le plus grand nombre de voix et acceptant ces fonctions.

Mme Claire NICOLAUD est désignée en qualité de Secrétaire.

Le tout conformément aux statuts.

Le Cabinet MAZARS, Commissaire aux comptes titulaire représenté par M. Baptiste KALASZ, régulièrement convoqué, est absent et excusé.

Le Président constate que, d'après la feuille de présence certifiée sincère et véritable par les membres du bureau, l'assemblée réunissant le quorum fixé par la loi, est régulièrement constituée et peut valablement délibérer.

Le Président déclare la séance ouverte.

Le Président dépose sur le bureau en les mettant à la disposition de l'assemblée :

- copie de la lettre de convocation adressée à chaque actionnaire,
- copie de la lettre de convocation adressée sous la forme recommandée au Commissaire aux comptes,
- la copie des documents adressés aux actionnaires sur leur demande ou mis à leur disposition au siège social,
- la feuille de présence signée des actionnaires présents, à laquelle sont annexés les pouvoirs des actionnaires représentés par des mandataires, et les formulaires de vote par correspondance,
- le rapport du Conseil d'administration,
- le texte des projets de résolutions soumises au vote de l'assemblée,
- les statuts de la Société.

Puis le Président déclare que la présente assemblée a été convoquée conformément aux prescriptions légales et réglementaires, et que les documents requis ont été adressés aux actionnaires dans le délai de convocation prévu par les statuts et tenus à leur disposition au siège social.

L'assemblée générale lui donne acte de cette déclaration.

Le Président rappelle que l'assemblée générale est réunie à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

1. Changement de dénomination sociale et modification corrélative de l'article 3 des statuts de la Société,
2. Pouvoirs en vue des formalités.

Puis le Président donne lecture du rapport du Conseil d'administration et offre alors la parole à tout actionnaire qui désirerait la prendre.

Personne ne demandant la parole, le Président met aux voix les résolutions suivantes figurant à l'ordre du jour :

PREMIERE RESOLUTION

Changement de dénomination sociale et modification corrélative de l'article 3 des statuts de la Société

L'assemblée générale extraordinaire, après avoir entendu lecture du rapport du Conseil d'administration, décide d'adopter comme nouvelle dénomination sociale "REPUBLIQUE" à compter de ce jour.

En conséquence, l'assemblée générale extraordinaire décide de modifier comme suit l'article 3 des statuts de la Société relatif à la dénomination sociale :

« ARTICLE 3 – DENOMINATION SOCIALE

*La dénomination sociale de la Société est : **REPUBLIQUE**.*

Dans tous les actes, factures, annonces, publications et autres documents émanant de la Société, la dénomination sociale sera toujours précédée ou suivie immédiatement des mots écrits lisiblement "Société anonyme" ou des initiales S.A. et de l'énonciation du montant du capital social, ainsi que du numéro d'immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés. »

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

DEUXIEME RESOLUTION

Pouvoirs pour formalités

L'assemblée générale extraordinaire confère tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du procès-verbal constatant ses délibérations aux fins d'accomplir toutes les formalités légales ou administratives et faire tous dépôts et publicités prévus par la législation en vigueur.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

L'ordre du jour étant épuisé et personne ne demandant plus la parole, la séance est levée à 15 heures 40.

De tout ce qui précède, il a été dressé le présent procès-verbal, qui a été signé, après lecture, par les membres du bureau.

Le Président

Les scrutateurs

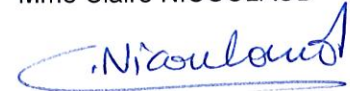
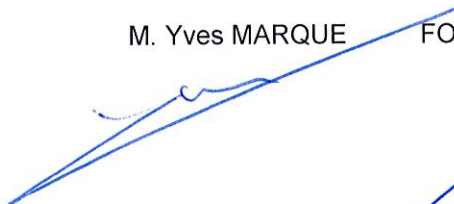
Le Secrétaire

M. Yves MARQUE

FONCIERE DES REGIONS
Mme Marion PIGNOL

M. Tugdual MILLET

Mme Claire NICOLAUD



REPUBLIQUE
Société Anonyme au capital de 6.450.137 €
Siège Social : 18 avenue François Mitterrand – 57000 METZ
440 218 154 - RCS METZ

**PROCES VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE MIXTE
DU 28 JUIN 2017**

L'an deux mille dix-sept, le 28 juin à 9 heures 30, les actionnaires de la Société REPUBLIQUE, Société Anonyme au capital de 6.450.137 €, se sont réunis au 30 avenue Kléber à Paris (75116) en assemblée générale mixte sur convocation faite par le Conseil d'administration.

Il a été dressé une feuille de présence qui a été signée par chaque actionnaire au moment de son entrée en séance, tant à titre personnel que, le cas échéant, comme mandataire.

L'assemblée générale procède à la composition de son bureau.

Monsieur Olivier ESTEVE, en sa qualité de Président du Conseil d'administration, préside l'assemblée.

Les fonctions de scrutateurs sont remplies par Monsieur Christophe KULLMANN, représentant la société FONCIERE DES REGIONS, et Monsieur Emmanuel CHABAS, représentant la société PREDICA, actionnaires présents représentant le plus grand nombre de voix et acceptant ces fonctions.

Monsieur Yves MARQUE est désigné en qualité de Secrétaire.

Le tout conformément aux statuts.

Le Cabinet MAZARS, Commissaire aux comptes titulaire représenté par Monsieur Baptiste KALASZ, régulièrement convoqué, est absent et excusé.

Le Président constate que, d'après la feuille de présence certifiée sincère et véritable par les membres du bureau, l'assemblée réunissant le quorum fixé par la loi, est régulièrement constituée et peut valablement délibérer.

Le Président déclare la séance ouverte.

Le Président dépose sur le bureau en les mettant à la disposition de l'assemblée :

- copie de la lettre de convocation adressée à chaque actionnaire,
- copie de la lettre de convocation adressée sous la forme recommandée au Commissaire aux comptes,
- la copie des documents adressés aux actionnaires sur leur demande ou mis à leur disposition au siège social,
- la feuille de présence, signée de tous les actionnaires présents, à laquelle sont joints les pouvoirs des actionnaires représentés,
- le rapport de gestion du Conseil d'administration,
- le texte des projets de résolutions soumises au vote de l'assemblée,
- le bilan, le compte de résultat et l'annexe des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2016,
- les rapports du Commissaire aux comptes,
- les statuts de la Société.

Puis le Président déclare que la présente assemblée a été convoquée conformément aux prescriptions légales et réglementaires, et que les documents requis ont été adressés aux actionnaires dans le délai de convocation prévu par les statuts et tenus à leur disposition au siège social.

L'assemblée générale lui donne acte de cette déclaration.

Le Président rappelle que l'assemblée générale est réunie à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

A titre ordinaire

1. Approbation des comptes sociaux clos au 31 décembre 2016 – Quitus,
2. Affectation du résultat,
3. Approbation du rapport spécial du Commissaire aux comptes établi conformément à l'article L. 225-40 du Code de commerce et des conventions visées à l'article L. 225-38 du Code de commerce qui y sont mentionnées,
4. Ratification du transfert de siège social.

A titre extraordinaire

5. Modification de l'article 4 des statuts de la Société relatif au siège social,
6. Modification de l'article 19 des statuts de la Société relatif aux pouvoirs du Conseil d'administration,
7. Pouvoirs pour formalités.

Aucun actionnaire n'exprimant le souhait de procéder à la lecture intégrale du rapport de gestion du Conseil d'administration, une présentation synthétique des principaux points du rapport est réalisée.

Le Président invite les actionnaires à prendre connaissance des rapports du Commissaire aux comptes puis offre alors la parole à tout actionnaire qui désirerait la prendre.

Personne ne demandant la parole, le Président met aux voix les résolutions suivantes figurant à l'ordre du jour :

A titre ordinaire

PREMIERE RESOLUTION

Approbation des comptes sociaux clos au 31 décembre 2016 - Quitus

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport de gestion du Conseil d'administration, des comptes sociaux de l'exercice clos le 31 décembre 2016 et du rapport du Commissaire aux comptes sur les comptes annuels, approuve dans toutes leurs parties le rapport de gestion du Conseil d'administration, les comptes sociaux de l'exercice clos le 31 décembre 2016 comprenant le bilan, le compte de résultat et l'annexe, tels qu'ils ont été présentés et qui se soldent par une perte de (5.526.663,17) €.

L'assemblée générale approuve en conséquence les opérations traduites par ces comptes ou résumées dans ces rapports et donne aux membres du Conseil d'administration ainsi qu'au Directeur général quitus de leur gestion pour l'exercice écoulé.

L'assemblée générale prend acte qu'il n'y a pas de dépenses et charges visées à l'article 39-4 du Code général des impôts et constate qu'il n'y a pas d'impôt sur les sociétés à supporter à ce titre.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

DEUXIEME RESOLUTION

Affectation du résultat

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir constaté que la perte s'élève à (5.526.663,17) €, décide sur proposition du Conseil d'administration, d'imputer la perte de l'exercice clos le 31 décembre 2016 d'un montant de (5.526.663,17) € sur le compte « Report à nouveau » qui sera ainsi porté à (10.270.127,88) €.

L'assemblée générale, afin de répondre aux prescriptions de l'article 243 bis du Code général des impôts,

constate que la Société n'a procédé à aucune distribution de dividende au cours des trois derniers exercices.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

TROISIEME RESOLUTION

Approbation du rapport spécial du Commissaire aux comptes établi conformément à l'article L. 225-40 du Code de commerce et des conventions visées à l'article L. 225-38 du Code de commerce qui y sont mentionnées

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport spécial du Commissaire aux comptes relatif aux conventions visées par l'article L. 225-38 du Code de commerce, approuve ledit rapport et lesdites conventions conclues ou exécutées au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2016.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

QUATRIEME RESOLUTION

Ratification du transfert de siège social

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport de gestion du Conseil d'administration, ratifie la décision prise par le Conseil d'administration lors de sa séance du 17 novembre 2016, de transférer à compter du 30 décembre 2016, le siège social de la Société du 13 rue du Coëtlosquet à Metz (57000) au 18 avenue François Mitterrand à Metz (57000). En conséquence, l'assemblée générale approuve également la modification statutaire réalisée par ledit Conseil en vue de procéder aux formalités légales.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

A titre extraordinaire

CINQUIEME RESOLUTION

Modification de l'article 4 des statuts de la Société relatif au siège social

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport de gestion du Conseil d'administration, décide de modifier l'article 4 des statuts qui sera désormais rédigé comme suit :

« ARTICLE 4 – SIEGE SOCIAL

Le siège social de la Société est situé 18 avenue François Mitterrand à Metz (57000).

Il peut être transféré sur l'ensemble du territoire français par décision du conseil d'administration, sous réserve de ratification de cette décision par la prochaine assemblée générale ordinaire. Le conseil d'administration est alors autorisé à modifier les statuts en conséquence. »

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

SIXIEME RESOLUTION

Modification de l'article 19 des statuts de la Société relatif aux pouvoirs du Conseil d'administration

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport de gestion du Conseil d'administration, décide de modifier l'article 19 des statuts qui sera désormais rédigé comme suit :

« ARTICLE 19 – POUVOIRS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

1 – Principes.

Le conseil d'administration détermine les orientations de l'activité de la Société et veille à leur mise en œuvre.

Sous réserve des pouvoirs expressément attribués aux assemblées d'actionnaires et dans la limite de l'objet social, il se saisit de toute question intéressant la bonne marche de la Société et règle par ses délibérations les affaires qui la concernent.

Sur délégation de l'assemblée générale extraordinaire, le conseil d'administration apporte les modifications nécessaires aux statuts pour les mettre en conformité avec les dispositions législatives et réglementaires, sous réserve de ratification de ces modifications par la prochaine assemblée générale extraordinaire.

Dans les rapports avec les tiers, la Société est engagée même par les actes du conseil d'administration qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

Le conseil d'administration procède aux contrôles et vérifications qu'il juge opportuns. Le président ou le directeur général de la Société est tenu de communiquer à chaque administrateur tous les documents et informations nécessaires à l'accomplissement de sa mission.

2 – Comités d'études

Le conseil d'administration peut décider la création de comités chargés d'étudier les questions que lui-même ou son président soumet pour avis à leur examen. Il fixe la composition et les attributions des comités qui exercent leur activité sous sa responsabilité. Il fixe la rémunération des personnes le composant.»

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

SEPTIEME RESOLUTION

Pouvoirs pour formalités

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises par la loi, confère tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du procès-verbal constatant ses délibérations aux fins d'accomplir toutes les formalités légales ou administratives et faire tous dépôts et publicités prévus par la législation en vigueur.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

L'ordre du jour étant épuisé et personne ne demandant plus la parole, la séance est levée à 9 heures 45.

De tout ce qui précède, il a été dressé le présent procès-verbal, qui a été signé, après lecture, par les membres du bureau.

Le Président

Les scrutateurs

Le Secrétaire

M. Olivier ESTEVE

FONCIERE DES REGIONS
M. Christophe KULLMANN

PREDICA
M. Emmanuel CHABAS

M. Yves MARQUE



AVENANT N° 8

**à la convention de délégation de service public du 12 juillet 2005
pour la construction et l'exploitation d'un parc de stationnement souterrain
dans le quartier de l'Amphithéâtre**

ENTRE

La **Ville de Metz**, représentée par son Maire en exercice, Monsieur Dominique GROS, agissant en vertu d'une délibération en date du 30 novembre 2017, ci-après indifféremment désignée par les termes « **Ville** » ou « **Délégant** »,

d'une part,

ET

La **société REPUBLIQUE SA** (anciennement dénommée URBIS PARK SA), société anonyme à conseil d'administration, au capital social de 6.450.137 euros, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Metz sous le numéro 440 218 154, dont le siège social est sis 18, avenue François Mitterrand à Metz (57000), représentée par son Directeur Général, Monsieur Olivier ESTEVE, dûment autorisé à la signature des présentes, ci-après désignée par le terme « **Déléataire** »,

d'autre part,

La Ville et le Déléataire sont ci-après dénommés l'un ou l'autre individuellement par le terme « **Partie** », ou conjointement par le terme « **Parties** ».

PRÉAMBULE

1. Par convention de délégation de service public en date du 12 juillet 2005 (ci-après la « **Convention** »), la Ville de Metz a confié à la société PARCS GFR, devenue depuis la société URBIS PARK SA, le soin d'assurer la construction et l'exploitation du parc de stationnement *Gare Centre Pompidou Metz*, dans le quartier de l'Amphithéâtre à Metz.

2. Par un avenant n°7 à la Convention, approuvé par délibération n°16-12-15-26 du 15 décembre 2016, et signé le 16 décembre 2016, la Ville de Metz a pris acte, d'une part, de la prise de contrôle par la société TRANSDEV STATIONNEMENT de la société URBIS PARK SERVICES, qui intervient pour le compte du Délégué dans le cadre de l'exploitation du parc de stationnement *Gare Centre Pompidou Metz* et a autorisé, d'autre part, la signature d'un contrat de prestations de services entre le Délégué et la société URBIS PARK SERVICES.

Aux termes de cet avenant, le Délégué demeurait le même, en la personne de la société URBIS PARK SA.

3. Depuis lors, la société URBIS PARK SA, Délégué a, d'une part, changé de dénomination sociale et, d'autre part, transféré son siège social.

Ainsi, depuis le 5 décembre 2016, la société URBIS PARK SA est désignée REPUBLIQUE SA et, depuis le 28 juin 2017, son siège social est établi 18, avenue François Mitterrand à Metz.

4. Compte tenu de ce qui précède, les Parties ont convenu de formaliser le présent avenant, afin de prendre acte des modifications statutaires du Délégué.

CECI EXPOSÉ, IL EST CONVENU CE QUI SUIT

ARTICLE 1^{ER} - OBJET

Le présent avenant a pour objet de prendre acte du changement de dénomination du Délégataire, d'une part, ainsi que du transfert de son siège social, d'autre part.

ARTICLE 2 – CHANGEMENT DE DENOMINATION SOCIALE DU DELEGATAIRE

Par décision de son Conseil d'Administration du 5 décembre 2016 (Annexe n°1), le Délégataire a procédé à un changement de dénomination sociale.

La Ville prend acte de la nouvelle dénomination du Délégataire, REPUBLIQUE SA, en lieu et place de la dénomination URBIS PARK SA.

Elle en tiendra compte dans tous ses échanges à venir avec le Délégataire, dans le cadre de l'exécution de la Convention.

Ce changement de dénomination ne s'accompagnant d'aucune modification dans les capacités techniques et financières du Délégataire, ni dans les conditions d'exécution de la Convention, il ne constitue pas une opération de cession ou assimilée en application de l'article 55 de la Convention ou du droit applicable.

ARTICLE 3 – TRANSFERT DU SIEGE SOCIAL DU DELEGATAIRE

Par décision de son Conseil d'Administration du 28 juin 2017 (Annexe n°2), le Délégataire a procédé au transfert de son siège social.

Le siège social du Délégataire est désormais établi au 18, avenue François Mitterrand, à Metz.

La Ville en tiendra compte dans tous ses échanges à venir avec le Délégataire, dans le cadre de l'exécution de la Convention.

Ce transfert de siège social respecte formellement les stipulations de l'article 53 de la Convention, selon lesquelles le Délégataire fait élection de son domicile à Metz.

ARTICLE 4 – STIPULATIONS DE LA CONVENTION

Le présent avenant ne modifiant aucune clause de la Convention, cette dernière demeure inchangée et pleinement applicable.

ARTICLE 5 – ENTREE EN VIGUEUR

Le présent avenant entre en vigueur à compter de sa date de notification par la Ville au Délégué, une fois les formalités de transmission au contrôle de légalité effectuées.

Fait à Metz, le

En deux (2) exemplaires originaux

Pour la Ville,
Pour le Maire,
L'Adjoint au Maire,

Pour le Délégué,
La société REPUBLIQUE SA,
Le Directeur Général

M. Guy CAMBIANICA

M. Olivier ESTEVE

LISTE DES ANNEXES

Annexe 1 : Décision du Conseil d'Administration du Délégué du 5 décembre 2016 de modification de sa dénomination sociale ;

Annexe 2 : Décision du Conseil d'Administration du Délégué du 28 juin 2017 de transfert de son siège social.

URBIS PARK
Société Anonyme au capital de 6.450.137 €
Siège Social : 13 rue du Coëtlosquet – 57000 METZ
440 218 154 - RCS METZ

**PROCES VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE
DU 5 DECEMBRE 2016**

L'an deux mille seize, le 5 décembre à 15 heures 30, les actionnaires de la Société Urbis Park, Société Anonyme au capital de 6.450.137 €, se sont réunis au 30 avenue Kléber à Paris (75116) en assemblée générale extraordinaire sur convocation faite par le Conseil d'administration.

Il a été dressé une feuille de présence qui a été signée par chaque actionnaire au moment de son entrée en séance, tant à titre personnel que, le cas échéant, comme mandataire.

L'assemblée générale procède à la composition de son bureau.

En l'absence de M. Olivier ESTEVE, Président du Conseil d'administration, l'assemblée générale désigne, conformément aux dispositions de l'article 28 des statuts de la Société, M. Yves MARQUE en qualité de Président de la présente assemblée.

Les fonctions de scrutateur sont remplies par Mme Marion PIGNOL représentant la société FONCIERE DES REGIONS en vertu d'une procuration établie le 2 décembre 2016, et M. Tugdual MILLET, actionnaires présents représentant le plus grand nombre de voix et acceptant ces fonctions.

Mme Claire NICOLAUD est désignée en qualité de Secrétaire.

Le tout conformément aux statuts.

Le Cabinet MAZARS, Commissaire aux comptes titulaire représenté par M. Baptiste KALASZ, régulièrement convoqué, est absent et excusé.

Le Président constate que, d'après la feuille de présence certifiée sincère et véritable par les membres du bureau, l'assemblée réunissant le quorum fixé par la loi, est régulièrement constituée et peut valablement délibérer.

Le Président déclare la séance ouverte.

Le Président dépose sur le bureau en les mettant à la disposition de l'assemblée :

- copie de la lettre de convocation adressée à chaque actionnaire,
- copie de la lettre de convocation adressée sous la forme recommandée au Commissaire aux comptes,
- la copie des documents adressés aux actionnaires sur leur demande ou mis à leur disposition au siège social,
- la feuille de présence signée des actionnaires présents, à laquelle sont annexés les pouvoirs des actionnaires représentés par des mandataires, et les formulaires de vote par correspondance,
- le rapport du Conseil d'administration,
- le texte des projets de résolutions soumises au vote de l'assemblée,
- les statuts de la Société.

Puis le Président déclare que la présente assemblée a été convoquée conformément aux prescriptions légales et réglementaires, et que les documents requis ont été adressés aux actionnaires dans le délai de convocation prévu par les statuts et tenus à leur disposition au siège social.

L'assemblée générale lui donne acte de cette déclaration.

Le Président rappelle que l'assemblée générale est réunie à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

1. Changement de dénomination sociale et modification corrélative de l'article 3 des statuts de la Société,
2. Pouvoirs en vue des formalités.

Puis le Président donne lecture du rapport du Conseil d'administration et offre alors la parole à tout actionnaire qui désirerait la prendre.

Personne ne demandant la parole, le Président met aux voix les résolutions suivantes figurant à l'ordre du jour :

PREMIERE RESOLUTION

Changement de dénomination sociale et modification corrélative de l'article 3 des statuts de la Société

L'assemblée générale extraordinaire, après avoir entendu lecture du rapport du Conseil d'administration, décide d'adopter comme nouvelle dénomination sociale "REPUBLIQUE" à compter de ce jour.

En conséquence, l'assemblée générale extraordinaire décide de modifier comme suit l'article 3 des statuts de la Société relatif à la dénomination sociale :

« ARTICLE 3 – DENOMINATION SOCIALE

*La dénomination sociale de la Société est : **REPUBLIQUE**.*

Dans tous les actes, factures, annonces, publications et autres documents émanant de la Société, la dénomination sociale sera toujours précédée ou suivie immédiatement des mots écrits lisiblement "Société anonyme" ou des initiales S.A. et de l'énonciation du montant du capital social, ainsi que du numéro d'immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés. »

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

DEUXIEME RESOLUTION

Pouvoirs pour formalités

L'assemblée générale extraordinaire confère tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du procès-verbal constatant ses délibérations aux fins d'accomplir toutes les formalités légales ou administratives et faire tous dépôts et publicités prévus par la législation en vigueur.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

L'ordre du jour étant épuisé et personne ne demandant plus la parole, la séance est levée à 15 heures 40.

De tout ce qui précède, il a été dressé le présent procès-verbal, qui a été signé, après lecture, par les membres du bureau.

Le Président

Les scrutateurs

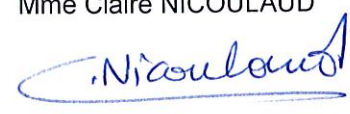
Le Secrétaire

M. Yves MARQUE

FONCIERE DES REGIONS
Mme Marion PIGNOL

M. Tugdual MILLET

Mme Claire NICOLAUD



REPUBLIQUE
Société Anonyme au capital de 6.450.137 €
Siège Social : 18 avenue François Mitterrand – 57000 METZ
440 218 154 - RCS METZ

**PROCES VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE MIXTE
DU 28 JUIN 2017**

L'an deux mille dix-sept, le 28 juin à 9 heures 30, les actionnaires de la Société REPUBLIQUE, Société Anonyme au capital de 6.450.137 €, se sont réunis au 30 avenue Kléber à Paris (75116) en assemblée générale mixte sur convocation faite par le Conseil d'administration.

Il a été dressé une feuille de présence qui a été signée par chaque actionnaire au moment de son entrée en séance, tant à titre personnel que, le cas échéant, comme mandataire.

L'assemblée générale procède à la composition de son bureau.

Monsieur Olivier ESTEVE, en sa qualité de Président du Conseil d'administration, préside l'assemblée.

Les fonctions de scrutateurs sont remplies par Monsieur Christophe KULLMANN, représentant la société FONCIERE DES REGIONS, et Monsieur Emmanuel CHABAS, représentant la société PREDICA, actionnaires présents représentant le plus grand nombre de voix et acceptant ces fonctions.

Monsieur Yves MARQUE est désigné en qualité de Secrétaire.

Le tout conformément aux statuts.

Le Cabinet MAZARS, Commissaire aux comptes titulaire représenté par Monsieur Baptiste KALASZ, régulièrement convoqué, est absent et excusé.

Le Président constate que, d'après la feuille de présence certifiée sincère et véritable par les membres du bureau, l'assemblée réunissant le quorum fixé par la loi, est régulièrement constituée et peut valablement délibérer.

Le Président déclare la séance ouverte.

Le Président dépose sur le bureau en les mettant à la disposition de l'assemblée :

- copie de la lettre de convocation adressée à chaque actionnaire,
- copie de la lettre de convocation adressée sous la forme recommandée au Commissaire aux comptes,
- la copie des documents adressés aux actionnaires sur leur demande ou mis à leur disposition au siège social,
- la feuille de présence, signée de tous les actionnaires présents, à laquelle sont joints les pouvoirs des actionnaires représentés,
- le rapport de gestion du Conseil d'administration,
- le texte des projets de résolutions soumises au vote de l'assemblée,
- le bilan, le compte de résultat et l'annexe des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2016,
- les rapports du Commissaire aux comptes,
- les statuts de la Société.

Puis le Président déclare que la présente assemblée a été convoquée conformément aux prescriptions légales et réglementaires, et que les documents requis ont été adressés aux actionnaires dans le délai de convocation prévu par les statuts et tenus à leur disposition au siège social.

L'assemblée générale lui donne acte de cette déclaration.

Le Président rappelle que l'assemblée générale est réunie à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

A titre ordinaire

1. Approbation des comptes sociaux clos au 31 décembre 2016 – Quitus,
2. Affectation du résultat,
3. Approbation du rapport spécial du Commissaire aux comptes établi conformément à l'article L. 225-40 du Code de commerce et des conventions visées à l'article L. 225-38 du Code de commerce qui y sont mentionnées,
4. Ratification du transfert de siège social.

A titre extraordinaire

5. Modification de l'article 4 des statuts de la Société relatif au siège social,
6. Modification de l'article 19 des statuts de la Société relatif aux pouvoirs du Conseil d'administration,
7. Pouvoirs pour formalités.

Aucun actionnaire n'exprimant le souhait de procéder à la lecture intégrale du rapport de gestion du Conseil d'administration, une présentation synthétique des principaux points du rapport est réalisée.

Le Président invite les actionnaires à prendre connaissance des rapports du Commissaire aux comptes puis offre alors la parole à tout actionnaire qui désirerait la prendre.

Personne ne demandant la parole, le Président met aux voix les résolutions suivantes figurant à l'ordre du jour :

A titre ordinaire

PREMIERE RESOLUTION

Approbation des comptes sociaux clos au 31 décembre 2016 - Quitus

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport de gestion du Conseil d'administration, des comptes sociaux de l'exercice clos le 31 décembre 2016 et du rapport du Commissaire aux comptes sur les comptes annuels, approuve dans toutes leurs parties le rapport de gestion du Conseil d'administration, les comptes sociaux de l'exercice clos le 31 décembre 2016 comprenant le bilan, le compte de résultat et l'annexe, tels qu'ils ont été présentés et qui se soldent par une perte de (5.526.663,17) €.

L'assemblée générale approuve en conséquence les opérations traduites par ces comptes ou résumées dans ces rapports et donne aux membres du Conseil d'administration ainsi qu'au Directeur général quitus de leur gestion pour l'exercice écoulé.

L'assemblée générale prend acte qu'il n'y a pas de dépenses et charges visées à l'article 39-4 du Code général des impôts et constate qu'il n'y a pas d'impôt sur les sociétés à supporter à ce titre.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

DEUXIEME RESOLUTION

Affectation du résultat

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir constaté que la perte s'élève à (5.526.663,17) €, décide sur proposition du Conseil d'administration, d'imputer la perte de l'exercice clos le 31 décembre 2016 d'un montant de (5.526.663,17) € sur le compte « Report à nouveau » qui sera ainsi porté à (10.270.127,88) €.

L'assemblée générale, afin de répondre aux prescriptions de l'article 243 bis du Code général des impôts,

constate que la Société n'a procédé à aucune distribution de dividende au cours des trois derniers exercices.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

TROISIEME RESOLUTION

Approbation du rapport spécial du Commissaire aux comptes établi conformément à l'article L. 225-40 du Code de commerce et des conventions visées à l'article L. 225-38 du Code de commerce qui y sont mentionnées

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport spécial du Commissaire aux comptes relatif aux conventions visées par l'article L. 225-38 du Code de commerce, approuve ledit rapport et lesdites conventions conclues ou exécutées au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2016.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

QUATRIEME RESOLUTION

Ratification du transfert de siège social

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport de gestion du Conseil d'administration, ratifie la décision prise par le Conseil d'administration lors de sa séance du 17 novembre 2016, de transférer à compter du 30 décembre 2016, le siège social de la Société du 13 rue du Coëtlosquet à Metz (57000) au 18 avenue François Mitterrand à Metz (57000). En conséquence, l'assemblée générale approuve également la modification statutaire réalisée par ledit Conseil en vue de procéder aux formalités légales.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

A titre extraordinaire

CINQUIEME RESOLUTION

Modification de l'article 4 des statuts de la Société relatif au siège social

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport de gestion du Conseil d'administration, décide de modifier l'article 4 des statuts qui sera désormais rédigé comme suit :

« ARTICLE 4 – SIEGE SOCIAL

Le siège social de la Société est situé 18 avenue François Mitterrand à Metz (57000).

Il peut être transféré sur l'ensemble du territoire français par décision du conseil d'administration, sous réserve de ratification de cette décision par la prochaine assemblée générale ordinaire. Le conseil d'administration est alors autorisé à modifier les statuts en conséquence. »

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

SIXIEME RESOLUTION

Modification de l'article 19 des statuts de la Société relatif aux pouvoirs du Conseil d'administration

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport de gestion du Conseil d'administration, décide de modifier l'article 19 des statuts qui sera désormais rédigé comme suit :

« ARTICLE 19 – POUVOIRS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

1 – Principes.

Le conseil d'administration détermine les orientations de l'activité de la Société et veille à leur mise en œuvre.

Sous réserve des pouvoirs expressément attribués aux assemblées d'actionnaires et dans la limite de l'objet social, il se saisit de toute question intéressant la bonne marche de la Société et règle par ses délibérations les affaires qui la concernent.

Sur délégation de l'assemblée générale extraordinaire, le conseil d'administration apporte les modifications nécessaires aux statuts pour les mettre en conformité avec les dispositions législatives et réglementaires, sous réserve de ratification de ces modifications par la prochaine assemblée générale extraordinaire.

Dans les rapports avec les tiers, la Société est engagée même par les actes du conseil d'administration qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

Le conseil d'administration procède aux contrôles et vérifications qu'il juge opportuns. Le président ou le directeur général de la Société est tenu de communiquer à chaque administrateur tous les documents et informations nécessaires à l'accomplissement de sa mission.

2 – Comités d'études

Le conseil d'administration peut décider la création de comités chargés d'étudier les questions que lui-même ou son président soumet pour avis à leur examen. Il fixe la composition et les attributions des comités qui exercent leur activité sous sa responsabilité. Il fixe la rémunération des personnes le composant.»

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

SEPTIEME RESOLUTION

Pouvoirs pour formalités

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises par la loi, confère tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du procès-verbal constatant ses délibérations aux fins d'accomplir toutes les formalités légales ou administratives et faire tous dépôts et publicités prévus par la législation en vigueur.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

L'ordre du jour étant épuisé et personne ne demandant plus la parole, la séance est levée à 9 heures 45.

De tout ce qui précède, il a été dressé le présent procès-verbal, qui a été signé, après lecture, par les membres du bureau.

Le Président

Les scrutateurs

Le Secrétaire

M. Olivier ESTEVE

FONCIERE DES REGIONS
M. Christophe KULLMANN

PREDICA
M. Emmanuel CHABAS

M. Yves MARQUE